

# COMITÉ SYNDICAL

## JEUDI 25 MARS 2021

### NOTE DE SYNTHÈSE

#### Approbation du procès-verbal de la séance du 28 janvier 2021

Les documents sont téléchargeables [ici](#).

#### 1. Autorisation pour signer la convention cadre avec ORANGE

Les dispositions régissant la mise en souterrain des réseaux aériens de Télécommunications électroniques de France Télécom établis en partie sur supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité sont inscrites dans une convention **établie en 2005** par l'Association des Maires de France (AMF), la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Télécom.

C'est cette convention signée pour le **SEZEO en 2010**, qui régissait les droits et obligations de chaque acteur ainsi que les répartitions financières incombant à chaque partie.

Suite à différentes modifications réglementaires, l'Association des Maires de France (AMF), la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et ORANGE sont convenus de refondre l'accord intervenu le 7 juillet 2005 pour prendre en compte les nouvelles dispositions.

Deux nouvelles conventions pour l'enfouissement coordonné des réseaux aériens de communications électroniques de orange et des réseaux aériens de distribution d'électricité établis sur supports communs sont donc désormais possibles :

- Option A : La collectivité finance l'intégralité des infrastructures souterraines créées et en est propriétaire. L'opérateur y dispose d'un droit d'usage pour rétablir ses équipements de communications électroniques existants et s'acquitte de la location des installations de communications électroniques selon la délibération en vigueur qui a fixé les modalités.
- Option B : La personne publique ne finance pas intégralement les infrastructures souterraines et l'opérateur en devient propriétaire. Pour autant, la collectivité y dispose d'un droit d'usage.

Après analyse des conventions susmentionnées, le SEZEO souhaite opter **pour la convention cadre "Option B"** qui prévoit conformément à l'article L2224-35 du CGCT que lorsque le SEZEO enfouit le réseau basse tension, si le réseau de télécommunication est sur support commun alors ORANGE procède au remplacement de la totalité de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération leur appartiennent.

Cette convention prévoit notamment :

- Orange participe aux coûts de terrassement de la tranchée commune hors réfection. Cette participation conformément à l'arrêté du 2 décembre 2008 qui détermine la proportion des coûts de terrassement pris en charge par l'Opérateur de communication électronique est fixée à 20% du coût de la tranchée commune hors terrassement, **soit une participation forfaitaire établie à 10€/ml net.**
- Une participation à hauteur d'environ **150 euros par reprise de branchement cuivre**. Les branchements à reprendre seront ceux existants et **actifs** le jour du chantier.

Différentes simulations effectuées sur des chantiers antérieurs tendent à prouver que les

conditions financières de cette Convention "option-B" ne sont pas moins défavorables que la convention actuelle devenue caduque.

## **2. Subventions allouées par le Conseil Départemental dans le cadre du plan de relance**

Le Conseil départemental a adopté, le 25 juin 2020, un dispositif temporaire de relance des investissements communaux et intercommunaux qui se traduit par une aide complémentaire de 10 points à la subvention principale d'aide aux communes attribuée pour les projets qui feront l'objet d'une décision de subvention postérieure au début de la crise sanitaire et dont le démarrage se fera avant le 31 mars 2021.

Cette mesure exceptionnelle vise à inciter à exécuter le maximum d'investissement dès l'année 2020, permettant ainsi de soutenir l'économie régionale et départementale et de sauvegarder des emplois.

Dans le cadre de son assistance aux communes, le SEZEO gère les dossiers de demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour les travaux d'enfouissement coordonnés des réseaux télécom et éclairage public ou pour les travaux de rénovation de l'éclairage public. Il est l'attributaire des subventions au nom de la commune.

Si la commune n'est pas adhérente à la compétence éclairage public, la subvention du Conseil Départemental perçue par le SEZEO lui est intégralement déduite de sa participation financière aux travaux.

Si la commune est adhérente à la compétence EP, alors la subvention est répartie au prorata des dépenses engagées.

19 dossiers de subvention gérés par le SEZEO sont concernés par le plan de relance et bénéficient donc d'une subvention complémentaire forfaitaire correspondant à 10% du montant des travaux. Sur ces 17 dossiers, 6 communes sont adhérentes à la compétence éclairage public. s'agissant de subvention ponctuelles, il convient de décider si ces subventions "plan de relance" doivent être gérées de la même manière que les subventions "classiques".

## **3. Création d'un emploi pour accroissement d'activité**

Plusieurs travaux importants pour l'avenir du SEZEO (Subventions FACÉ et article 8, refonte du dispositif d'aide à l'investissement pour l'éclairage public...) nécessitent de libérer du temps notamment sur le poste de la responsable administrative.

Il est donc proposé de créer un emploi temporaire pour accroissement d'activité, à temps complet correspondant au grade d'Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe.

Il est proposé d'ouvrir l'application du RIFSEEP aux emplois non permanents.

## **4. Convention de partenariat entre la Région Hauts-De-France, l'ADEME et les Syndicats d'Énergies des Hauts-De-France**

Suite à une réunion avec la région Hauts-De-France organisée grâce à Monsieur Didier RUMEAU, Conseiller régional et membre du comité syndical du SEZEO, il est proposé d'autoriser M le Président à signer la convention de partenariat dont un exemple est joint en annexe.

## **5. Finances :**

- a. **Approbation du Compte de Gestion 2020**
- b. **Vote du Compte Administratif 2020**
- c. **Affectation des résultats**
- d. **Vote du Budget Primitif 2021**

## **6. Informations et questions diverses.**

Le Président,  
O. FERREIRA

